

Impact des mutations socioéconomiques et démographiques actuelles et futures en Afrique sur les échanges migratoires entre l'Afrique et le reste du monde

Franck Aurelien Tchokouagueu*

Résumé

Cette étude vise à : 1) lever le voile sur une direction des flux migratoires ignorée ou très peu abordée dans la littérature des migrations – celle de milliers de personnes qui débarquent chaque année légalement et/ou clandestinement en Afrique ; 2) lister les déterminants et les mécanismes à l'origine de ce phénomène ; 3) élaborer quelques mesures à prendre par le continent afin de tirer amplement profit de cette mutation.

Il en ressort que la fréquence d'arrivée des ressortissants du Nord en direction de l'Afrique est en constante augmentation. L'Angola, le Djibouti, la Guinée, l'Algérie, le Maroc, l'Afrique du Sud et bien d'autres pays du continent noir accueillent en masse des migrants du Nord pour des raisons de travail, de stabilité, d'étude, d'habitat adéquat, etc. Les migrations régionales en Afrique sont davantage sollicitées au détriment des départs vers les pays du Nord.

Parmi les déterminants de cette inversion des flux migratoires, on peut citer : Les crises économiques ayant touchées le Nord et ses effets induits (chômagés, délocalisations de certaines entreprises en Afrique, etc.) sur les populations et les entreprises ; la croissance économique forte et progressive enregistrée en Afrique ; la faible densité démographique ; la disponibilité exclusive des ressources premières et le dividende démographique avantageux de l'Afrique à venir.

* Démographe/Statisticien. Ancien élève de l'Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD) de Yaoundé et de l'Ecole Normale Supérieure de Yaoundé (ENS-Option Mathématique).
Email : tchokouagueu@yahoo.fr

Face à cette mutation mondiale, des mesures telles que : le contrôle soutenu des entrées sur le continent; l'élaboration d'une approche de développement durable ; le renforcement des coopérations multilatérales et la redéfinition des rapports d'échanges, doivent être instituées sur le continent afin de faire de ces venues un apport culturel, social et économique, plutôt qu'un facteur de son d'aliénation culturelle ou de sa soumission économique.

Abstract

The aims of this study are: (a) to shed light on a migratory flow that is given little or no exposure in the available literature on migration, i.e., the thousands of people who come to Africa by legal or illegal means every year; (b) to list the determining factors and mechanisms behind this phenomenon; and (c) to draw up a number of measures that could be taken in Africa to benefit from this development.

The frequency at which migrants from the global North are moving to Africa is constantly increasing. Countries such as Angola, Djibouti, Guinea, Algeria, Morocco and South Africa are taking in such migrants en masse, as they look for work, stability, education and suitable living conditions. At the same time, more Africans are choosing to migrate within the continent rather than head North.

The reasons behind this reversal in migratory flows include the economic crises that have struck the North, as well as the accompanying effects on people and companies, such as unemployment and corporate offshoring to Africa. Other factors include the strong, steady economic growth that Africa is witnessing, low population density, exclusive availability of raw materials and the potential democratic dividend of Africa.

In the face of this global shift, Africa should introduce tighter controls over population inflows, devise a sustainable development approach, strengthen multilateral cooperation and redefine exchange ratios, if these newcomers are to bring cultural, social and economic benefits, and not lead to the continent's cultural alienation or economic subservience.

Introduction

L'Afrique est aujourd'hui une destination de choix pour plusieurs migrants du monde entier. L'Angola, la Guinée, l'Algérie, l'Afrique du Sud, Djibouti et bien d'autres pays du continent noir accueillent en masse des migrants du Nord à la recherche de travail, de stabilité, d'étude, d'habitat adéquat,

etc. (Tchokouagueu 2015a). La crise économique et ses effets induits, combinée à une croissance économique forte enregistrée en Afrique, une faible densité, une disponibilité exclusive des ressources premières, seraient à l'origine de cet afflux migratoires vers l'Afrique. Pourtant, rien ne laissait présager un tel scénario quelques années plus tôt. Bien que quelques signes prédictifs fussent enregistrés, ils furent très vite éclipsés par les flux inverses des africains traversant la manche. En mi-avril 2012, la quotidienne algérienne liberté mentionnait l'arrestation de quatre clandestins espagnols par les gardes côtes algériens. Ils prenaient la direction de l'ORAN, sur la façade maritime Ouest. En 2011, quarante-deux portugais furent expulsés d'Angola faute de visas certifiés conformes par les autorités du pays. Par la suite, en 2012, les pays concernés ont dû signer un accord visant à faciliter l'attribution des visas entre les deux nations. Quelques mois plus tard, on comptait trois immigrants portugais en Angola pour un immigrant angolais au Portugal (Assanatou 2012). Selon l'Observatoire Portugais de l'Emigration, le nombre d'expatriés portugais en Angola est passé de 21 000 en 2003 à 91 900 en 2010, soit une croissance de plus de 400 pour cent en l'espace de 7 ans. En 2009, près de 800 000 chinois étaient enregistrés en Afrique (Diop 2010). Des européens qui se voient refusés les visas pour certains pays africains tel Djibouti, adoptent désormais de nouvelles stratégies pour s'y rendre : celle d'effectuer premièrement le départ pour un autre pays africain plus accessible afin de se voir faciliter l'accès auxdits visa dans le pays de transit. Cette liste loin d'être exhaustive, n'a pour égale que le non intérêt accordé par les pays africains à ces arrivées. Peut-être, noyés dans un contexte marqué par les échos de Lampedusa et de Valletta, les dirigeants africains ne conçoivent pas des arrivées massives des ressortissants du Nord vers un continent « mal parti ». Pourtant, cette nébuleuse présence en constante augmentation en Afrique n'est pas sans effets négatifs sur le continent et le sera davantage dans les futures années si des politiques appropriées d'accompagnement ne sont pas mises en œuvre. C'est pour cette raison que nous nous intéressons aux mutations africaines et mondiales à l'origine de cette « inversion » des flux migratoires vers l'Afrique. En d'autres termes : Quels sont les mutations socioéconomiques et démographiques en Afrique à l'origine d'un tel bouleversement des destinations migratoires ?

L'objectif de cette étude est de déterminer les facteurs socioéconomiques qui favorisent les arrivées en Afrique. Plus spécifiquement, il sera question de : faire une analyse situationnelle du contexte migratoire mondial ; décrire

et analyser les mutations socioéconomiques et démographiques en Afrique à l'origine d'un tel bouleversement des destinations migratoires ; montrer l'interaction entre ces mutations et l'augmentation d'arrivées des ressortissants du Nord ; évaluer les risques actuels et futurs de ces arrivées ; ressortir des politiques d'accompagnement appropriées pour le bien être du continent.

Données et méthodes

Les données utilisées sont issues des différents rapports des agences statistiques mondiales (AFRISTAT, OIM, OCDE, ACP, INSEE, etc.) et sites internet statistiques mondiaux.

Ce travail repose sur une démarche méthodologique quantitative. Elle consiste à faire des estimations et projections à partir des logiciels et méthodes de projections économiques et démographiques. Les résultats de projections sont issus des régressions linéaires et du logiciel DemProj (Programme permettant de réaliser des projections démographiques en fonction (1) de la population actuelle et (2) des taux de fécondité, de mortalité et de migration pour un pays ou une région).

Vers une nouvelle théorie de l'émigration internationale?

L'approche de la décision individuelle d'émigrer fut la première à théoriser la problématique de la migration. L'idée générale qui sous-tend cette approche néo-classique est que la migration résulte de la décision rationnelle de « l'homos economicus ». Celle qui tend à maximiser son revenu par une émigration vers une zone où l'offre d'emploi est plus grande et les salaires plus élevés. Selon Todaro (1969,1971) et Harris (1970), la mobilité migratoire résulte des décisions individuelles. Ce sont les caractéristiques individuelles qui permettent de comprendre les motivations du migrant de quitter son lieu de résidence pour un autre lieu. Elle met en évidence le migrant en tant qu'individu, et sa décision d'émigrer en tant que facteur déterminant de la mobilité. Elle vise à rendre compte des mouvements migratoires en fonction des paramètres qui justifient la rationalité économique sous-jacente à de tels déplacements (Beauchemin 2000). Ainsi, c'est la rationalité économique qui guide le choix du migrant. Le principal reproche fait à cette approche est sa tentative d'individualisation de la décision d'émigré. Elle ne tient pas

compte de l'offre liée au contexte structurel des milieux de départ et d'arrivée. Face à cette limite, les tenants de l'école marxiste développeront l'approche structuraliste de la migration. D'après cette approche, l'explication de la migration doit être au contraire recherchée dans un cadre beaucoup plus large. Elle est fondée sur le postulat que la mobilité de la population ne peut être examinée qu'en la situant dans une formation sociale donnée, dans le contexte de l'analyse historique des grandes transformations structurelles (Tchokouagueu 2014b). Toutefois, ces deux approches semblent percevoir la migration comme le départ d'un endroit moins développé vers un autre plus développé, où les risques de salaires élevés seraient plus grands. Dans ce cas, comment expliquer les migrations vers des lieux moins développés comme les déplacements Nord-Sud ? Ces théories ne rendent donc pas compte de l'explication du phénomène étudié.

Les migrations Nord-Sud semble davantage s'apparenter aux émigrations urbaines dans un espace plus large. Les migrations Nord-Sud pourraient donc trouver leurs explications dans les approches d'émigrations urbaines. Le phénomène d'émigration urbaine naît de la crise ayant affecté la plupart des pôles urbains aux Etats Unis dans les années 70. Il s'en suivra un regain démographique et économique des aires non-métropolitaines (Beauchemin 2000). Compte tenu des opportunités d'investissement qu'offrent ces lieux, elles seront alors envahies. Gubry (1996) montre que les départs des villes pour les campagnes sont sollicités pour répondre aux crises urbaines. En effet, plusieurs citadins y vont pour investir ou simplement s'installer afin de profiter des coûts de vie relativement bas à celles des villes. Les entreprises en milieu rural bénéficient des coûts de main d'œuvre bas, du fait du pouvoir d'achat faibles des zones secondaires comparativement aux villes. Dans cette optique, ceux qui quittent les zones urbaines pour les campagnes ou les périphéries ne le font donc pas pour gagner plus, mais davantage pour avoir un cadre de vie plus confortable. Le principe qui gouverne cette approche pourrait se résumer ainsi : gagner moins en échange d'une condition de vie meilleure favorisée par un pouvoir d'achat plus faible. Transférer cette approche inspirée de l'émigration interne vers l'émigration internationale, nous semble judicieux dans l'explication des mouvements Nord-Sud qui fait l'objet de notre étude.

État de lieu des migrations actuelles en Afrique

La littérature sur les migrations fait état d'une augmentation constate des proportions de migrants internationaux jusqu'aux années 2000. Suite à des mesures de plus en plus restrictives des Etats, les migrations ont connu une légère stabilité. La hausse moyenne de migration observée est de 2,4 pour cent par an durant les quarante dernières décennies. Le stock de migrants internationaux est passé de quatre-vingt-deux millions en 1970 à 100 millions en 1980, 154 millions en 1990 et 175 millions en 2000, pour atteindre 190 millions en 2005 et 215 millions en 2010 (Nations Unies 2012). Le nombre total de migrants dans le monde ne représente que moins de 3 pour cent de la population mondiale et 9 pour cent de celle des pays développés. Environ trente millions d'Africains, soit sensiblement 3 pour cent de la population ont internationalement migré (y compris à l'intérieur de l'Afrique). Les deux tiers des migrants de l'Afrique subsaharienne se rendent dans d'autres pays de la région, mais la majorité des migrants restent dans leurs sous-régions. En Afrique de l'Ouest par exemple, plus de 70 pour cent de l'émigration intra africaine se situait dans la sous-région (BM 2011). Il ressort donc qu'environ huit millions d'africains vivent hors du continent.

Ces dernières années, l'Amérique latine et les Caraïbes, de même que l'Afrique ont assisté à l'arrivée d'un nombre plus important de migrants d'Europe. Ce phénomène est probablement en partie l'une des conséquences de la crise économique qui a durement frappé les économies de plusieurs Etats de l'Union européenne (OIM 2013). En 2010, la BM recensait 252 331 américains (USA) ayant quittés leur pays pour rejoindre l'Afrique du Sud, soit le troisième axe migratoire des destinations Nord-Sud. Au cours de la dernière décennie, le nombre de migrants portugais en Afrique a augmenté de 42 pour cent.

Selon l'OIM (2013), la migration au départ de l'Espagne vers l'Afrique a atteint 84 000 personnes en 2011. Le pays de destination le plus important était le Maroc, avec 68 pour cent (près de 57 000 personnes) de tous les émigrants venant d'Espagne à destination de l'Afrique se dirigeant vers ce pays. D'autres principales destinations en Afrique sont l'Algérie, le Sénégal, le Nigéria et la Guinée équatoriale (INE Espagne 2012). Bien que nettement moins importante, en termes absolus, la migration au départ de l'Irlande vers l'Afrique a plus que doublé entre 2008 et 2009, pour atteindre 4 020 per-

sonnes en 2010, la majorité d'entre elles se rendent au Nigéria ou en Afrique du Sud. Ces dernières années, le Portugal a également assisté à une émigration croissante. Les chiffres de l'émigration ont augmenté de 41 pour cent entre 2009 et 2010 pour atteindre 23 760 personnes. Parmi celles enregistrées par le recensement portugais de 2010, 93 pour cent étaient de nationalité portugaise (INE Portugal 2012). En 2010, près de 60 000 personnes nées au Portugal résidaient en Afrique, ce qui représente une augmentation de 42 pour cent en 10 ans, la plus grande partie d'entre elles résidant en Afrique du Sud, en Angola et au Mozambique (DAES-ONU 2012).

Mutations socioéconomiques et démographiques actuelles et futures en Afrique

Plusieurs mutations socioéconomiques et démographiques enregistrées en Afrique sont à l'origine de ces arrivées massives en Afrique. Cette section consiste à les passer en revue tout en montrant leurs mécanismes d'action sur ces venues.

Le changement de la perception du Nord et l'appel à la Diaspora

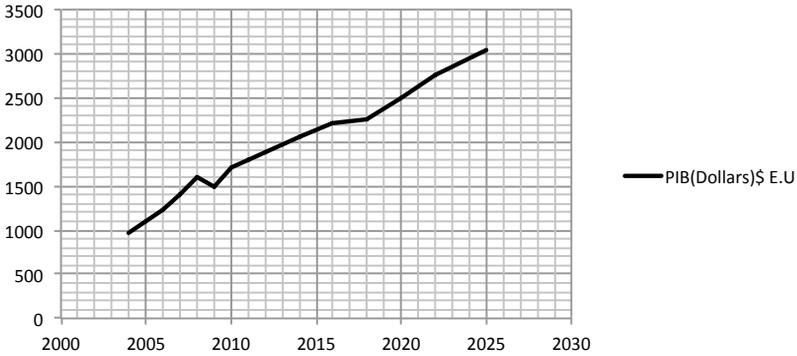
Le changement de la perception du Nord est l'œuvre de la reconstruction de l'identité africaine autour de sa Diaspora (UA 2004), combinés aux crises que connaît le Nord depuis la fin de la première décennie des années 2000. Les places occupées par la diaspora africaine à l'étranger (chercheurs, enseignants dans les plus grandes universités, PDG, etc.) ont eu pour effet de montrer que l'Afrique n'avait rien à envier à l'intelligentsia du Nord. La migration de retour est un phénomène visible en Afrique (Khachani 2010). Les retours des migrants dans leurs pays d'origine se sont accompagnés de compétences accrues, des savoirs, des idées et des moyens financiers très importants. Ils ont permis un perfectionnement de la main-d'œuvre, une viabilité économique de secteurs traditionnels tels que l'agriculture et les services, une promotion de l'entrepreneuriat, un apport aux systèmes de sécurité et de protection sociales, et une réponse à la demande de compétences émanant des industries de hautes technologies émergentes. On observe une baisse aux assujettissements des idées venues d'ailleurs. Les conférences annuelles sur le développement en Afrique, la crise économique qui a dégradé la situation sur les marchés du travail des pays du Nord sont les déterminants qui ont suscités une prise

de conscience des gouvernements africains, qui en appellent désormais à un retour de leur Diaspora. On observe désormais une augmentation des retours des experts d'origine africaine vers leurs pays.

Une croissance économique exponentielle combinée à un dividende démographique historique

Contrairement au pays du Nord, la crise des années 2008 n'a pas eu avec la même ampleur les effets négatifs sur la croissance économique du continent africain. Compte tenu d'un champ propice à l'exploitation (ressources naturelles abondantes, main d'œuvre jeune, secteur primaire en pleine expansion), l'Afrique enregistre depuis quelques années des taux de croissance considérables. En effet, entre 2001 et 2010, l'Afrique subsaharienne comptait six des 10 économies enregistrant le rythme de croissance le plus rapide. La croissance de son PIB était de 4,5 pour cent en 2010, puis de 5,4 pour cent en 2011. L'agriculture (grâce à la biotechnologie) et l'industrie (notamment le secteur minier) contribuent le plus au PIB global du continent. Ce rythme de croissance est en partie dû au dividende démographique de l'Afrique. Il résulte de la baisse de la mortalité et de la fécondité. La baisse des taux annuels de natalité a entraîné des changements dans la distribution par âge de la population. Les dépendants (0-14 et 65+ans) sont moins nombreux par rapport à la population en âge de travailler (15-64ans). En 2012, le rapport de dépendance démographique en Afrique était de 0,8 (INSEE 2012). Le Rwanda est l'exemple à suivre en Afrique. Le pays a réalisé des progrès spectaculaires au cours de la dernière décennie pour améliorer la santé, réduire la fécondité et relancer la croissance économique (PRB 2013). Cet exemple est désormais suivi par tout le continent. A l'horizon 2025, compte tenu d'une base pyramidale large (les moins de 15 ans représentant 41 pour cent de la population en 2012) et en s'appuyant sur la baisse de la mortalité enregistré sur le continent, le rapport de dépendance passera sous les 0,7. La baisse des rapports de dépendance depuis les années 2000, a permis à plusieurs pays de réduire les budgets liés à la santé et à l'éducation des plus jeunes pour les injecter dans la création des richesses.

Graphe 1 : Répartitions du PIB (par habitant en \$ E.U Dollars) en Afrique par année sur la période 2004-2025.



Source : sur la base des chiffres de l'annuaire statistique pour l'Afrique 2013.

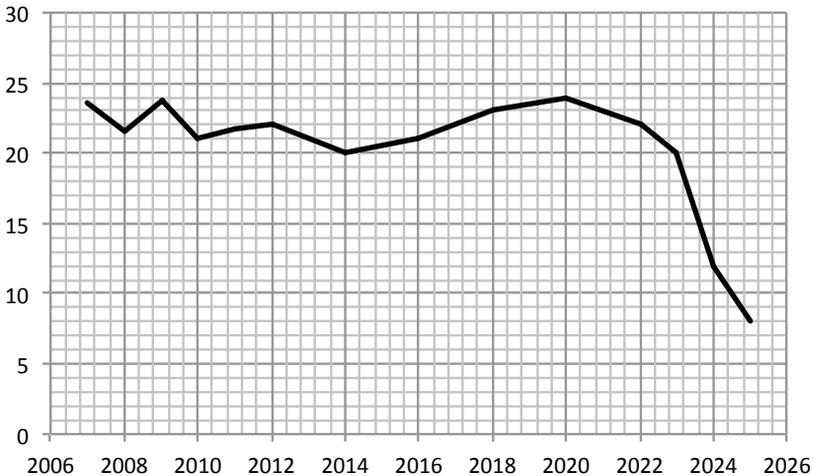
La naissance des centroïdes en Afrique

L'Afrique connaît de plus en plus l'émergence de nouvelles économies. Elles ont pour effet d'attirer de nombreux étrangers à l'intérieur des pays concernés. On observe depuis une décennie une baisse des émigrations africaines vers l'Europe au profit desdits pays. La revue Campus France (2013) relève un essor de la mobilité intra régionale en Afrique. Trois pays émergeraient actuellement, chacun exerçant son influence sur les pays proches géographiquement et culturellement : l'Afrique du Sud vers les pays anglophones, le Maroc vers les pays francophones et l'Angola vers les pays lusophones. L'Afrique du Sud, qui se distingue comme pôle régional d'enseignement supérieur et de recherche, arrive en deuxième position (derrière la France qui accueille le plus les étudiants africains) des pays d'accueil avec 57 321 étudiants de la zone inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur du pays en 2010, soit 15,1 pour cent des étudiants du continent en mobilité. Les migrations internes en Afrique sont donc davantage sollicitées par rapport aux sorties du continent. A l'horizon 2025 nos estimations font état de ce que 70 pour cent de la migration subsaharienne seront intra-régionales, principalement à destination de l'Afrique du Sud, du Burkina Faso, de la Guinée Equatoriale. En Afrique de l'Ouest, 76 pour cent des mouvements seront effectués à l'intérieur de la sous-région, tandis qu'en Afrique australe et orientale, les mouvements interrégionaux représenteront respectivement 70 pour cent et 54 pour cent des flux.

Une chute de la dette extérieure

Le poids de la dette extérieure sur le PIB a franchi le seuil des 20 pour cent (EPA 2014) en 2014 sur le continent. Nous pensons que ce chiffre connaîtra une légère hausse sur la période 2016- 2022 pour la réalisation d'énormes programmes de croissance. Ensuite, elle subira une baisse continue. Les retombées économiques rendront l'Afrique moins soucieuse de sa dette. A très court terme, l'Afrique investira davantage dans l'emploi, la santé, les infrastructures scolaires, la recherche, etc. Ce qui aura pour conséquence de limiter la fuite des cerveaux et les départs clandestins. La part de la dette africaine sur son PIB passera sous les 10 pour cent à l'horizon 2025.

Graph 2 : Répartitions de la proportion (pour cent) de la dette extérieure sur le PIB par année sur la période 2007-2025



Source : sur la base des chiffres de l'annuaire statistique pour l'Afrique 2013.

La majorité des populations des pays occidentaux a vieilli, entraînant un manque de main d'œuvre pour leurs entreprises. Du fait que certains de ces pays ne veulent pas « lever les barrières », plusieurs entreprises étrangères trouvent opportun de venir s'installer en Afrique et bénéficier des contextes précités (notamment le gain du dividende démographique). Ainsi, ils se font accompagner massivement de leurs ressortissants. On note aussi une vague d'arrivées des personnes âgées qui viennent bénéficier des conditions de vie favorables en Afrique (le faible coût de vie ; un environnement moins pol-

lant ; etc.). Un rapport l'OIM (2013) mentionne des arrivées persistantes des retraités d'origines américaines et hollandaises vers l'Afrique du sud.

Mesures d'accompagnement

On comprend davantage les vagues d'arrivées espagnoles, portugaises, chinoises, libanaises, indiennes, américaines, ukrainiennes, et d'autres en Afrique. Nos estimations font état d'environ dix millions d'étrangers en Afrique contre neuf millions d'africains à l'extérieur à l'horizon 2030. Toutefois, il reste maintenant au continent de prendre des mesures fortes pour capitaliser cet avantage des échanges migratoires.

Un contrôle soutenu des entrées sur le continent s'impose

Cette mesure est sine qua non au maintien de la stabilité des acquis. Ce ne sont pas que des hommes qui entrent sur le continent, mais aussi leurs pensées, leurs manières de faire et d'agir. L'Afrique doit veiller à la sauvegarde de son idéologie. Les libertés individuelles ne doivent pas être au dessus des lois en vigueur. L'expérience passée des flux migratoires montre que ceux-ci contiennent souvent des personnes indésirables dans leur lieux de départ (recherchés, voleurs, trafiquants, peu qualifiés, etc.). L'Afrique ne doit pas être un dépotoir. Le casier judiciaire devrait obligatoirement être fourni pour l'obtention des visas. D'après l'UNICEF, au moins deux millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont attirés à travers le monde entier par de fausses promesses et transportés hors de frontières à des fins d'exploitation économiques et sexuelles. Un contrôle appuyé devrait se faire au niveau des champs agricoles, des mines, et du secteur informel qui constituent des activités propices à l'exploitation humaine.

Penser aux générations futures

Plusieurs études ont montré le lien positif entre migration et dégradation de l'environnement. Maintenant que l'Afrique est un champ ouvert à la croissance démographique (croissance naturelle et migratoire), au développement des moyens technologiques d'extraction et d'exploitation des ressources, à une forte poussée des technologies, son environnement subit une altération sans précédent. L'Afrique devrait : adopter un législation anti réchauffement

climatique qui exigera aux entreprises à consommer plus efficacement des énergies moins polluante ; responsabiliser ses entreprises sans compromettre leur compétitivité ; mettre en place un mécanisme de contrôle des émissions de gaz à effet de serre ; créer un cadre favorisant la recherche et l'innovation ; lutter contre le déboisement abusif des forêts (obliger aux entreprises exploitant les foret à reboiser) ; taxer fortement les entreprises polluantes ou les propriétaires des objets contribuant à la dégradation de l'environnement ; établir des plans d'actions en faveur des écosystèmes.

Avantages et profit pour le continent

Les profits de ces flux migratoires en direction de l'Afrique peuvent dès lors être nombreux.

La dynamisation de sa croissance économique

L'Afrique pourrait faire de ces venues un moteur de croissance et de développement. Les immigrants portent le développement et les partenariats par leur apport monétaire, humain et social, par les flux financiers et commerciaux qu'ils génèrent, par leur engagement dans des réseaux et leur contribution aux échanges entre différentes cultures. Cela pourrait donc améliorer les modes de production africaine et accroître l'exportation des produits locaux vers l'extérieur.

Le renforcement des coopérations bilatérales et la redéfinition des rapports d'échanges

Dans tout rapport d'échange, chaque parti est désireux de tirer le plus grand avantage au détriment de l'autre. L'Afrique en a par le passé souffert de cette loi. Maintenant qu'elle produit en grande partie, qu'elle est autonome, Il est temps de renégocier les rapports d'échanges (politiques, économiques, culturels) et de renforcer les liens économiques avec l'extérieur afin de faciliter ses exportations. L'exemple de l'Afrique du Sud et de sa place dans les BRICS est une initiative à encourager.

Conclusion

Notre travail consistait à lever le voile sur un sens migratoire encore ignoré des littératures migratoires. Il ressort que les transformations structurelles enregistrées en Afrique sont à l'origine des nouvelles arrivées sur le continent. Les tendances à venir nous montre que ce phénomène ira en s'amplifiant. Il est donc impératif pour le continent de prendre des mesures adéquates afin de faire de ces venues un facteur d'émergence du continent.

Notes

1. Ensemble des pays autres que ceux d'Afrique. Notamment ceux de l'Europe et d'Asie
2. Localité située en Algérie et regroupant de nombreuses entreprises espagnoles.
3. Selon la définition de la Banque Mondiale.
4. On peut citer la première conférence des intellectuels africains et de la diaspora 6-9 octobre 2004 Dakar, Sénégal.
5. Pays qui jouent les rôles de régulateurs aux seins de leurs sous régions.
6. Compte tenu de la non disponibilité des données sur les migrants (africains dans les pays du Nord et étrangers en Afrique) dans plusieurs pays, nous avons procédé à une méthode de pondération et de correspondance. Elle consiste à affecter à un pays X (dont les données sur la migration sont inconnues) les mêmes chiffres sur les migrations d'un autre pays Y (dont les données sur les migrations sont disponibles) aux caractéristiques similaires (PIB par tête, sous-régions, langues parlées).

Bibliographie

- African Statistical Yearbook, 2013, Annuaire statistique pour l'Afrique, ISSN 1561-2805.
- Kernen Antoine et Vulliet Benoît, 2010, Les petits commerçants et entrepreneurs chinois au Mali et au Sénégal, Université de Lausanne & IUED.
- Banque africaine de développement, 2011, l'Afrique dans 50 ans vers une croissance inclusive, »Banque africaine de développement, Tunis, Tunisie.
- Catherine Withol de Wenden, Les dynamiques migratoires dans le monde. (<http://humanitaire.revues.org/1412>). 07 mars 2014.
- Campus France, 2013, La mobilité des étudiants d'Afrique sub-saharienne et du Maghreb, Hors-série no7, juin.
- Club du sahel et de l'Afrique de l'ouest/OCDE, L'Afrique de l'Ouest : Une région en mouvement Une région en mutation Une région en voie d'intégration, document de travail (1ère ébauche).
- Beauchemin Cris, 2000, Le temps du retour ? L'émigration urbaine en Côte d'Ivoire, une étude géographique, thèse de doctorat, Institut Français d'Urbanisme.
- Diop Djibril, 2010, La ruée des chinois vers l'Afrique : entre amour et désamour,

- La ruée des chinois vers l'Afrique : entre amour et désamour, Prd-Cérium –Université de Montréal.
- Dumont C., Spielvogel, Gilles, Widmaier, Sarah, 2010, Les migrants internationaux dans les pays développés, émergents et en développement : élargissement du profil, Questions sociales, emplois et migrations. Disponible sur [http/ www.oecd.org/els/workingpapers.pdf](http://www.oecd.org/els/workingpapers.pdf).
- Mouhoud El Mouhoub, 2012, Les migrations internationales, leurs dynamiques et leurs effets: sortir des idées reçues, Université Paris Dauphine.
- Khachani Mohamed, 2010, Maroc Migration, marché du travail et développement, projet de recherche faire des migrations un facteur de développement : une étude sur l'Afrique du nord et l'Afrique de l'Ouest, OIM.
- Zouiten Mounir, 1995, Migration, réseaux familiaux et stratégies d'insertion urbaine des migrants ruraux au Maroc. Étude exploratoire du cas de l'agglomération de Salé, thèse de doctorat, Université de Montréal.
- Le début de la grande fuite ? Ces Européens qui émigrent en Afrique à la recherche d'un travail. (www.atlantico.fr). 05 mars 2014.
- OCDE, Les migrations internationales en chiffres, Contribution conjointe des Nations Unies/DAES et de l'OCDE au Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations et le développement.
- OIM, 2013, Rapport état de la migration dans le monde 2013, le bien-être des migrants et le développement.
- OIM, 2011, Etat de la migration dans le monde 2011, Bien communiquer sur la migration.
- Perspectives économiques en Afrique, 2013, Transformation structurelle et ressources naturelles en Afrique. Disponible sur www.africaneconomicoutlook.org/fr/transfor-mation-ressource.pdf.
- Perspectives économiques en Afrique, 2013, Pourquoi consacrer ces Perspectives économiques en Afrique à l'emploi des jeunes ? Disponible sur www.Perspectives économiques en Afrique.htm.
- PRB, 2013, Exploiter le dividende démographique, Population Référence Bureau.
- Tchokouagueu F., 2014a, L'immigration perd le Nord, au sud d'en profiter, 11p. (Communication proposée à la 15ème conférence du GDN « Transformations structurelles en Afrique et au-delà » Accra, 18-20 juin 2014).
- Tchokouagueu F., 2015b, Migrations de retour et insertion socioéconomique au Cameroun, Editions Universitaires Européennes.
- UA, 2004, Rapport de la première conférence des intellectuels africains et de la diaspora, première conférence des intellectuels africains et de la diaspora 6-9 octobre 2004 Dakar, Sénégal.